

Les opposants ne désarment pas

Les défenseurs d'un déstockage total des déchets enfouis à Wittelsheim multiplient les initiatives pour obtenir un réexamen du dossier.

Laurent Bodin

Alors que le déstockage de 95 % des produits mercuriels, soit 2200 tonnes de déchets, vient de s'achever (L'Alsace du 4 novembre), conformément aux instructions ministérielles, les partisans de l'évacuation de la totalité des 44 000 tonnes qui ont été enfouies à Wittelsheim ne désarment pas. De nombreuses initiatives ont été lancées récemment pour obtenir, notamment au niveau gouvernemental, un réexamen du dossier.

Tandis que quatre recours en annulation ont été déposés (par le conseil régional, le département du Haut-Rhin et les associations Alsace Nature et CLCV) contre l'arrêté préfectoral autorisant le confinement définitif du site, le collectif Déstockamine a adressé, lundi, une lettre ouverte au président de la République en demandant à être reçu par le ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot. Lequel avait validé le processus au moment où Eric Straumann s'appretait à quitter ses fonctions de président du conseil départemental du Haut-Rhin. « Pour éviter que la justice ne rende une décision inapplicable, car la plupart des galeries d'accès au stockage seraient bouchées par du sel ou du béton, il faut instaurer un moratoire dans ce dossier de confinement », demande le collectif Déstockamine. « De plus, il faut empêcher le démontage des installations de ventilation, aération du chantier de déstockage,

qui doit intervenir dans les prochains jours », écrivent Etienne Chamik, porte-parole de Déstockamine, Josiane Kieffer, responsable de CLCV, et Jean-Marie Dubel, représentant du syndicat CFTC et président de l'association Cité Langenzug.

Le député (LR) Raphaël Schellenberger et la présidente du conseil départemental, Brigitte Klinkert, sont descendus au fond la semaine dernière. « Les élus ont pu observer les problèmes de fluage du sel qui, sous la pression, déforme les parois des galeries, réduit leur volume et complique l'enlèvement des matériaux entreposés. Ils ont pu voir également le chantier expérimental des futurs bouchons en béton qui doivent permettre d'isoler Stocamine des galeries voisines », a indiqué Mme Klinkert. « L'accord initial accepté par l'Alsace concernait la

réversibilité du stockage et que les problèmes de fluage et d'inondation n'avaient alors jamais été évoqués. Aussi, compte tenu des risques réels d'enneigement des galeries dans lesquelles sont entreposés des déchets dangereux et de ses conséquences pour la qualité des eaux en Alsace, et plus globalement pour l'ensemble des territoires irrigués par la plus grande nappe phréatique d'Europe, le conseil départemental du Haut-Rhin maintient sa demande de déstockage de tous les produits », a fait savoir l'élue.

Une pétition « contre la pollution de la plus grande nappe phréatique d'Europe » a recueilli plus de 30 000 signatures tandis que la plupart des partis politiques en Alsace demandent le déstockage total. La France insoumise est la dernière à avoir fait de Stocamine un thème de mobilisation.

Et la Grande Oolithe ?

S'il est beaucoup question des risques d'un enfouissement définitif pour la nappe phréatique d'Alsace, située au-dessus des galeries de stockage, « la Grande Oolithe, cette eau chaude, affichant une température de plus de 100°, à une profondeur située entre 1000 et 1500 mètres, est complètement ignorée », souligne Albert Bingler. Cet ancien spécialiste du béton a été secrétaire général de l'Apese (Association pour l'économie et la sauvegarde de l'eau), hostile au projet Stocamine dès l'origine. « Cette Grande Oolithe alimente les thermes d'eau chaude d'Allemagne. Que se passerait-il si cette eau chaude, emprisonnée lors des affaissements de montagne, venait à être souillée », interroge le septuagénaire pour qui « aucun barrage de béton, sur un terrain qui bouge, ne garantit une étanchéité parfaite ».